

futuribles

INTERNATIONAL

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

« L'Échéance »

COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 8 MARS 2012

François de Closets, après une carrière de journaliste pour la presse écrite et pour la télévision dans les domaines de la science, de l'économie et de la santé, a produit une vingtaine d'essais sur la société française et ses dysfonctionnements, dont la plupart ont été des best-sellers depuis son célèbre ouvrage Toujours plus ! (Paris : Grasset, 1982). Dans son dernier livre, L'Échéance. Français, vous n'avez encore rien vu... (Paris : Fayard, 2011) coécrit avec Irène Inchauspé, journaliste financière pour Challenges, il dresse un bilan sans complaisance de la situation économique et sociale de la France, et souligne combien les mesures adoptées par les différents gouvernements et les programmes des candidats à l'élection présidentielle, de gauche comme de droite, restent en deçà des décisions radicales qui s'imposent pour éviter la faillite de la France et jeter les bases d'un développement plus soutenable.

L'Échéance, écrit en 2011, annonce, en quelque sorte, la campagne présidentielle actuelle, tellement prévisible, et ses conséquences : la France prend le chemin de la Grèce, et donc de la faillite. La classe politique — de gauche comme de droite — ment de manière éhontée aux électeurs en faisant passer des objectifs pour des résultats et en présentant des « plans A » irréaliables qui, fatalement, seront remplacés par des « plans B », soit la réduction des dépenses publiques recommandée par le rapport de février 2012 de la Cour des comptes ¹.

François de Closets aurait préféré ne pas avoir à écrire ce livre et à jouer encore une fois le rôle du prophète de malheur, mais sa rencontre avec la journaliste financière

Irène Inchauspé l'a convaincu : l'endettement de l'État français et l'emballement des marchés financiers sont symptomatiques d'une même dérive — le premier dans l'hyperkeynésianisme ², le second dans l'ultra-libéralisme — et ces deux crises qui « étranglent la France » doivent être analysées conjointement à la veille de l'élection présidentielle.

Irène Inchauspé a évoqué les dysfonctionnements de la finance internationale, qu'elle a traités dans cet ouvrage.

Deux interventions récentes de la Banque centrale européenne sont passées presque inaperçues : celle-ci a consenti aux banques européennes — françaises, notamment —

¹. *Rapport public annuel*, Paris : Cour des comptes, 2012. URL : <http://www.ccomptes.fr/fr/CC/Sommaire-27.html>.

² Pour mémoire, le keynésianisme est un courant de pensée économique conférant à l'État un rôle important dans le domaine économique, notamment dans la relance économique.

un prêt à 1 % sur trois ans de 1000 milliards d'euros. En achetant de la dette souveraine, elle a contribué à l'endettement des États. Le fonctionnement du système financier n'a toujours pas été remis en cause en Europe, malgré la crise des *subprimes*. Au Royaume-Uni, le rapport Walker³ demande plus de transparence sur les salaires et les primes des banquiers ; le rapport Vickers⁴ recommande une séparation stricte entre banques de détail et opérations d'investissement d'ici 2019, soit un retour au *Glass-Steagall Act*⁵ américain.

Le *trading* haute fréquence⁶, incriminé notamment dans le *krach* express de 2010 aux États-Unis⁷, représente aujourd'hui 60 % des transactions du CAC40. Il faudrait l'interdire, non le taxer, comme le propose Nicolas Sarkozy. C'est une question de moralité car il n'a aucune utilité sociale alors que les banques qui le pratiquent sont un service public. Il fait partie de ces innovations financières aux conséquences hasardeuses, mues par l'obsession de la rentabilité, qui devraient être testées avant autorisation, au même titre que de nouveaux médicaments par des laboratoires pharmaceutiques.

Cependant, il ne faudrait pas généraliser à l'ensemble du secteur bancaire les défauts d'une minorité : sur les 430 000 employés du secteur bancaire, seulement 30 000 environ travaillent sur les marchés, et les 400 000 restants en agence.

Les marchés boursiers ne servent même plus à susciter des rencontres entre épargnants et investisseurs pour financer des projets car les opérations sont de plus en plus traitées par des robots. Ils ont déjà perdu plus de deux millions d'actionnaires individuels.

Il serait utile aujourd'hui de mener une véritable réflexion sur la monnaie, qui n'est pas une marchandise ordinaire : elle canalise la violence née du désir d'acquisition et elle est donc garante de la paix sociale. En effet, alors que le crime de fausse monnaie est passible de 30 ans de réclusion criminelle pour « atteinte à la confiance publique », la crise des *subprimes*, qui constitue le plus grand exemple de faux-monnayage de l'histoire, n'a été sanctionnée par aucune peine d'emprisonnement.

³. *Walker Review of Corporate Governance of UK Banking Industry*, Londres : Her Majesty Treasury, 2009.

⁴ *Final Report: Recommendations*, Londres : Independent Commission on Banking, 2011.

⁵ Loi votée en 1933 aux États-Unis, instaurant une incompatibilité entre banque de dépôt et banque d'investissement, abrogée en 1999, ce qui a permis la fusion constitutive de Citigroup.

⁶ Exécution à grande vitesse de transactions financières faites par des algorithmes informatiques.

⁷ En mai 2010, l'indice Dow Jones a perdu plusieurs centaines de points en quelques minutes, pour les recouvrer quelques minutes plus tard.

Extraits des débats avec François de Closets

Pourquoi les candidats à l'élection présidentielle nous mentent-ils et sont-ils autant déconnectés des attentes des Français ?

Parce que l'élite au pouvoir est pervertie par l'idéologie. Les hommes politiques ont toujours menti aux Français et ils ont peur, maintenant, de leurs réactions face à la vérité. C'est pourquoi ils n'annoncent que des mesures électoralistes — telles qu'une taxe de 75 % sur les revenus dépassant le million d'euros — au lieu d'aborder les vrais problèmes : les retraites, le 100 % Sécurité sociale, la dotation des collectivités locales...

Les hommes politiques ont depuis 10 ans délibérément sous-évalué l'importance du déficit budgétaire de l'État, en calculant son taux par rapport au produit intérieur brut (PIB) et non, comme il se doit, par rapport aux recettes fiscales : les Français ont donc toujours cru que ce déficit n'excédait pas 3 % alors que, dès 2003, il atteignait tous les ans 20 % des recettes fiscales.

L'État subit, par ailleurs, la pression de la demande, à laquelle il refuse de reconnaître qu'il n'est plus capable de répondre depuis environ 30 ans. En effet, alors que son rôle est de gérer la rareté et donc, fatalement, de donner à chacun moins qu'il ne souhaite, il s'efforce d'accroître ses ressources pour donner à chacun autant qu'il le demande et a recours, pour ce faire, à l'emprunt structurel. Pour rendre acceptable ce triste procédé, les hommes politiques le revêtent d'un habillage intellectuel, prétendant que la dette et le déficit ont des vertus pour la France : il est question d'un « modèle français de croissance » dans lequel la consommation est alimentée par le déficit, et l'on fait croire aux Français que « les États ne font pas faillite et ne paient pas leurs dettes ». En réalité, on pervertit les idées de Keynes pour justifier un déficit chronique.

L'endettement public français est certes colossal, mais le taux d'épargne des ménages, de 16 %-17 % environ contre 2 %-3 % en-

viron aux États-Unis, est l'un des plus élevés au monde. La situation n'est-elle donc pas moins grave qu'elle en a l'air ?

Mais il s'agirait alors d'un *hold-up* sur le patrimoine des Français ! La France serait sauvée au prix de la ruine des Français. L'État devrait être garant des dettes des particuliers, et non l'inverse. De toute façon, les prélèvements fiscaux sont déjà très hauts en France et l'État hésitera à les augmenter encore alors que les mesures déjà annoncées pourraient lui faire prélever jusqu'à 47 % de la richesse nationale.

Recourir à l'épargne des Français ne me semble pas si choquant en temps de crise et il y a des précédents historiques : en 1871, exsangue à l'issue de la guerre de 1870, l'État français a pu mobiliser le patriotisme français pour s'acquitter de sa dette envers l'Allemagne.

Si cela arrivait, l'État devrait faire un emprunt forcé en rente perpétuelle, il ne pourrait pas rembourser le capital. Les candidats continuent à faire croire aux Français qu'ils vont les protéger alors qu'ils savent pertinemment que la France est sur le point de passer à une économie de guerre.

Le diable est-il dans la finance : est-elle le principal responsable de la crise actuelle ?

C'est la révolution libérale se réclamant d'Adam Smith, depuis 30 ans, qui, en accordant une confiance excessive aux capacités autorégulatrices des marchés, a démantelé l'encadrement des banques. Pourtant, Adam Smith, témoin en son temps d'importantes faillites bancaires, avait conscience du danger de ne pas réguler cette activité et il prévoyait de « construire des murs de séparation pour empêcher la communication du feu ».

Peut-on compter sur la reprise de la croissance économique française ?

Tous les programmes électoraux font un postulat de croissance d'environ 2,5 %,

sans toutefois expliquer comment elle repartira : « le Ciel y pourvoira » ! Cette campagne présidentielle est réellement désastreuse pour les marchés financiers qui l'observent car la France « pédale dans l'apésanteur ». Elle refuse de reconnaître qu'elle est beaucoup plus mal en point que l'Italie qui, elle, a stabilisé sa dette depuis peu.

De manière certes caricaturale mais frappante, on peut dire que deux scénarios se présentent pour la France : un scénario de faillite à la manière grecque et un scénario à l'italienne de stabilisation des déficits. Ces scénarios tiennent beaucoup, semble-t-il, aux acteurs qui pourraient les mettre en œuvre : alors que la classe politique grecque est discréditée et inefficace, Mario Monti⁸, en trois mois, a réussi un petit « miracle italien » en diminuant les dépenses publiques en même temps qu'il augmentait les impôts.

Si l'agence de notation Standard & Poors a abaissé en janvier dernier la note de la France de « AAA » à « AA+ », c'est sans doute en partie, comme pour celle des Etats-Unis, en raison d'un problème de gouvernance, les candidats français comme les démocrates et républicains américains ne parvenant pas à s'accorder sur la stratégie à adopter pour sortir de la crise — augmenter les recettes fiscales ou bien diminuer les dépenses publiques. Cette dégradation menaçait de se produire depuis 10 ans mais les agences de notation ont longtemps hésité en vertu du principe « *to big to fail* ». Elles pourraient bien dégrader la note française encore plus à l'issue de la présidentielle.

Quelles mesures faudrait-il prendre pour relancer la croissance française ?

Il faudrait avant tout réduire le coût du travail, actuellement grevé par celui de la pro-

tection sociale. Mais il s'agit d'une mesure à court terme, qui doit être liée à d'autres mesures de long terme dans le domaine de la formation et de la recherche, notamment : le développement de l'apprentissage, des relations interentreprises, etc.

Il faudrait n'avoir pas peur de mener des politiques à la fois de droite et de gauche, comme le fait aujourd'hui Mario Monti en Italie : il s'attaque aux monopoles qui bloquent la compétitivité tout en lançant la chasse aux fraudeurs du fisc.

N'est-on pas condamné à choisir entre deux maux : le creusement du déficit pour relancer l'économie, ou bien l'austérité et son effet déflationniste ?

L'austérité n'est pas un choix, on y est désormais contraint. Mais, pour que la reprise soit profonde est durable, elle doit être accompagnée par de véritables mesures de relance : non pas une relance du pouvoir d'achat, mais l'investissement dans la formation, la recherche et d'autres domaines d'avenir. On oublie que la plus forte croissance économique qu'a connue la France, sous de Gaulle, faisait suite au « plan de stabilisation » Pinay-Rueff⁹ de 1958.

Le problème n'est-il pas toujours celui d'une croissance exponentielle dans un monde fini, telle que vous la dénonciez il y a déjà 30 ans dans votre ouvrage Toujours plus ?

Bien sûr. Il faudrait pouvoir retrouver le plein emploi avec une croissance de 1 %, non de 3 %. Les délocalisations systématiques auxquelles ont recours les industriels pour faire baisser leurs coûts de revient ne font qu'encourager la consommation dans une logique de croissance à tout-va mais n'améliorent pas réellement la compétitivité française.

⁸ Ancien Commissaire européen en charge du marché intérieur, des marchés financiers et de la fiscalité ; président du Conseil des ministres italien depuis novembre 2011.

⁹ Plan visant à assainir les finances publiques, mis en œuvre par le ministre des Finances Antoine Pinay (le comité d'experts était présidé par Jacques Rueff).

Au-delà de ce sombre diagnostic, restez-vous optimiste sur l'avenir de la France ?

Oui, je reste optimiste car la France a beaucoup de ressources — des ressources qu'elle s'est obstinée à dilapider. On peut prendre deux exemples de pays ayant connu le défaut de paiement : l'Argentine et la Grèce. La France ressemble plus à l'Argentine dont on se demandait « comment peut-elle être devenue aussi pauvre alors qu'elle a tant de ressources ? » qu'à la Grèce, dont on se dit actuellement « comment a-t-elle pu être aussi riche alors qu'elle a si peu de ressources ? » Herman Kahn¹⁰ ne disait-il pas de la France, en 1970, qu'elle serait le « dragon du monde » ? Elle a encore le potentiel pour se relever.

Ne croyez-vous pas qu'il faudrait présenter la situation sous un jour plus positif pour ne pas décourager les jeunes générations ?

Mon discours n'est pas pessimiste mais pragmatique et je pense que le problème actuel n'est pas celui d'un excès de pessimisme, mais d'un manque de courage face à la réalité. Actuellement, les « déclinistes » sont vilipendés, François Fillon, quand il déclare l'État français en faillite, doit tempérer ses propos. Pourtant, ce n'est pas regarder la dure réalité en face mais tenir un discours anesthésiant qui est anxiogène. Mieux vaut dire « c'est grave, mais on se battra et on s'en sortira » ; les Français n'accepteront des réformes difficiles que s'ils comprennent la gravité de la situation.

Propos recueillis par Lucie de Villepin

¹⁰ Mathématicien, stratège, économiste, fondateur en 1961, et président, de l'Hudson Institute, organisme américain de recherche et de prospective.